Patrimoine des migrations en partage ?

Engager le débat sur les enjeux contemporains et la démocratie
culturelle

Nicolas Treiber

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/9249>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.9249](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.9249)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2019

Pagination : 165-169

ISBN : 978-2-919040-45-2

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Nicolas Treiber, « Patrimoine des migrations en partage ? », *Hommes & migrations* [En ligne], 1325 | 2019, mis en ligne le 01 avril 2019, consulté le 06 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/9249> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.9249>

RÉSEAU

Patrimoine des migrations en partage? Engager le débat sur les enjeux contemporains et la démocratie culturelle

Synthèse réalisée par **Nicolas Treiber**.

L'ampleur des mouvements migratoires et la prise de conscience de leur internationalisation font apparaître des questionnements spécifiques dans le contexte actuel, avec des tensions où la confusion est toujours plus grande entre immigration/intégration/citoyenneté/quartiers/dialogue interculturel et interreligieux. De nombreuses institutions patrimoniales constatent la nécessité de donner aux différents publics des éléments de compréhension sur les croisements entre l'histoire coloniale, l'histoire de l'immigration et l'histoire politique et économique contemporaine. Le Musée national de l'histoire de l'immigration poursuit ce dialogue sur cet enjeu auquel il est également confronté, au sein de son réseau d'acteurs animé par Agnès Arquez-Roth, cheffe du service Réseau & Partenariats. Jusqu'où l'urgence du présent peut-elle influencer la présentation du passé et son interprétation ? Quels rôles peuvent jouer les acteurs de l'histoire, de la mémoire et du patrimoine de l'immigration dans les débats actuels ? La Biennale Traces à Lyon, en novembre 2018, a permis au Musée de partager l'ensemble de ces interrogations avec un réseau d'institutions culturelles confrontées à ces défis.

L'omniprésence du thème de l'immigration dans les faits culturels de la France a conduit les musées à s'en emparer tout en s'interrogeant sur les difficultés à mettre en scène une thématique en permanente évolution. Les institutions patrimoniales qui entendent traiter des phénomènes migratoires font face à de multiples défis parmi lesquels : le paradoxe de la monstration de l'histoire ; la mise en tension entre l'historiographie et les enjeux politiques contemporains ; la médiation culturelle permettant de changer les regards sur la société française ; le rôle des réseaux d'influence et des tutelles politiques et financières ; le développement des publics avec une orientation propice à leur diversification.

Pour les musées, en somme, il s'agit de savoir quoi exposer d'une histoire qui engage la reconnaissance de l'appartenance de toutes les populations de France à une même histoire. Les musées concernés s'inscrivent donc, selon le sociologue Piero Galloro, dans « une démarche de démonstration », visant à démontrer la diversité des composantes de la population française, et de représentation. Car cette histoire s'écrit au présent : *« Le présent remets quelque chose du passé dans le présent, ce qui signifie que toutes les constructions mentales, les stéréotypes, les préjugés construits sur une population coloniale et les autres, surtout coloniales, ce n'est plus de l'ordre de la xénophobie, mais du racisme, qui est une idéologie. »*

“ Pour les musées, en somme, il s'agit de savoir quoi exposer d'une histoire qui engage la reconnaissance de l'appartenance de toutes les populations de France à une même histoire.

Cette dimension de démonstration est centrale dans le travail du Musée de Bastia autour de l'exposition *Identita, les Corses et les migrations*. Pour Sylvain Gregori, directeur du Musée de Bastia, le but de l'exposition était de parler de l'immigration, dans un contexte particulier, celui de l'insularité. *« Nous avons un problème social avec une*

crise identitaire comme on la retrouve dans le reste de la France. Mais celle-ci prend des formes un peu particulières en Corse, périphérie à forte identité culturelle. Dans ce contexte, reconnaître par l'institutionnalisation de leur présence dans une exposition, les différentes communautés issues de l'immigration, était vraiment notre objectif. Le jour de l'inauguration, nous avons vu des choses très touchantes. Nous avons vu des Corses pleurer devant une reconstitution du Panier, quartier où se regroupait la communauté corse à Marseille. Dans le public d'origine immigrée, certains ont été émus de se voir dans la deuxième partie de l'exposition. Nous pouvons donc considérer que nous avons eu un certain succès à jouer notre rôle sociétal. »

Une inévitable évolution des expositions sur le fait migratoire

Les thématiques migratoires sont, pour l'historien Yvan Gastaut, un sujet « qu'il n'est pas possible de figer, ce qui pose un vrai questionnement. Cette notion de refonte me semble essentielle ». Le Musée national de l'histoire de l'immigration réfléchit ainsi à sa manière d'exposer. Son exposition permanente a un peu plus de 10 ans. Celle du Musée Gadagne de Lyon est quasiment dans la même situation. Pour d'autres musées, il y a une rapide obsolescence des collections, des manières de présenter le sujet, en fonction de l'actualité des territoires, des réalités politiques et associatives. Les musées sont donc soumis à la pression de devoir modifier leurs modalités et le contenu de leurs expositions. Par exemple, en regardant les sites Internet des archives départementales, il apparaît que beaucoup de départements ont une exposition en ligne sur les migrations. À l'échelle départementale, vingt ans auparavant, le thème de l'immigration était absent des expositions locales.

Yvan Gastaut identifie un processus contemporain, dans lequel sont pris les musées, *« de complète relecture de l'histoire, du rapport aux archives et de la manière d'exposer le passé à l'aune de la diversité, à l'aune du pluriel, à l'aune de*

l'immigration, des personnes issues de l'immigration, des personnes différentes, des autres ». Ce processus de reformatage nécessite qu'historiens, archivistes et conservateurs, responsables associatifs et au-delà se retrouvent dans le même cadre. Pour cela, ils doivent se rencontrer.

Exposer des phénomènes de mise en altérité

D'une histoire migratoire à l'autre, il s'agit de réfléchir à l'évocation de mises en altérité. Qui est celui qu'on assimile ou qu'on considère comme un autre ? Qui sont ces personnes, ces groupes, ces objets qui méritent d'avoir le label « immigration », « issu de l'immigration » ? Selon Yvan Gastaut, il s'agit d'« un vrai problème épistémologique, que l'on ne résoudra pas d'ailleurs. Et qu'il faut accepter de ne pas le résoudre ». Le Musée national de l'histoire de l'immigration constitue pour lui le musée d'histoire de la France. Aussi, peut-on considérer que les Guyanais, les Néo-Calédoniens, les Auvergnats au XIX^e siècle doivent faire partie du musée de l'histoire de l'immigration ? Qu'une exposition sur les Auvergnats à Paris est une exposition légitime pour le Musée national de l'histoire de l'immigration ?

Une évolution est à l'œuvre dans les représentations des histoires migratoires locales. Des territoires qui se concevaient comme terre de départ se découvrent ou s'obligent à se mettre en scène également comme terre d'accueil. C'est le cas dans les Alpes-de-Haute-Provence, avec le Musée de la Vallée à Barcelonnette. D'un musée de société alpine, ce musée est en train de devenir celui des migrations partagées. Aussi bien des migrations de la population de la vallée vers le Nouveau Monde et vers l'Europe que celles des Piémontais et des Italiens, des Tessinois qui sont venus, au début du XIX^e siècle, construire les paysages de l'Ubaye, etc. L'enjeu de l'équipe scientifique est, selon Hélène Homps, conservatrice du musée de Barcelonnette, de porter cette problématique au niveau de son exposition permanente : « *Piero Galloro a parlé de reconnaissance, j'irais plus loin dans notre cas, c'est qu'enfin on va nous parler de réconciliation au sein du territoire, territoire dont la première industrie est celle du tourisme, mais depuis 40 ans nous parlons toujours des Barcelonnais qui ont fait fortune au Mexique.* » La première salle, nommée « Salle des gens de la vallée », va s'enrichir de l'histoire de ces mobilités de la population, aussi bien au départ qu'à destination de la vallée.

Il s'agit de poursuivre le questionnement de cette dialectique entre départ, accueil et mouvement selon Yvan Gastaut : « *Car un certain nombre d'expositions peuvent porter sur des lieux où le passage n'est simplement qu'un passage et pas un enracinement ou un départ définitif, ce qui est aussi une manière de traduire le mouvement. Calais ou Vintimille peuvent-elles être des lieux d'exposition ? Des lieux de patrimoine de l'émigration ? Ces lieux de passage peuvent-ils être visitables et visités en termes de musée et de patrimoine ?* »

“ Qui est celui qu'on assimile ou qu'on considère comme un autre ?

Qui sont ces personnes, ces groupes, ces objets qui méritent d'avoir le label « immigration », « issu de l'immigration » ?

Une mise en œuvre collaborative

Le processus de fabrique de l'exposition, loin d'être uniforme, varie suivant les situations, d'une ville à l'autre, d'une institution patrimoniale à l'autre. Ce travail est fondamentalement collaboratif et engage une articulation des regards artistiques, scientifiques et mémoriels. Il dépend du réseau préalable, des initiatives de départ, de l'existence ou non d'une commande politique, de la présence d'une association locale qui pourrait monter l'exposition toute seule, mais qui choisit l'institution patrimoniale pour travailler la légitimité et la visibilité de son objet.

La question de la participation constitue vraiment un défi pour les professionnels et notamment ceux des musées, au niveau de la temporalité notamment : celle-ci n'est pas la même pour une association qui a un budget pour ses activités de l'année, qui prévoit celles de l'année d'après, mais qui ne peut pas toujours anticiper aussi loin qu'un musée, inscrit dans une temporalité souvent plus longue.

À l'inverse, il existe des réticences à l'intérieur des équipes des institutions patrimoniales ou des réticences politiques dans les villes qui tardent à octroyer les financements nécessaires ou à laisser carte blanche à l'institution patrimoniale. De manière plus subtile, des élus peuvent instrumentaliser ces expositions en les acceptant, mais en vérifiant par la suite qu'il y aura bien un discours consensuel, évacuant les rugosités, les conflits locaux existants et finalement qui reste, d'un point de vue historique, assez lacunaire, insatisfaisant, dépolitisé, sans aspérités.

Il est également nécessaire de faire face aux réticences de ceux qui sont concernés directement par l'exposition. Hélène Bertheleu, sociologue, en offre un exemple à propos de l'exposition *Histoires des migrations*, à Orléans : « Autant certaines personnes étaient enthousiastes à l'idée de participer à une telle aventure, autant d'autres étaient dans la prudence à l'égard de la monstration, à l'idée d'exposer une part de leur vécu, sans nécessairement avoir la maîtrise du message ni du regard posé par les visiteurs sur ces expériences intimes, parfois difficiles. »

Des enjeux muséographiques

Du point de vue muséographique, un premier enjeu est de définir une politique d'acquisition à partir de phénomènes contemporains, de déterminer ce que l'on retient de notre vie actuelle pour l'intégrer à des collections censées être neutres et avoir une pertinence pour les siècles à venir. C'est-à-dire définir les

critères d'acquisition, le rôle et le statut des éléments collectés. Il s'agit de savoir comment choisir les différents objets à présenter afin que ce choix ait du sens pour les personnes concernées. Ceci conduit à interroger la vision contemporaine de la migration à la lumière des migrations plus anciennes et engage la réconciliation des territoires avec leur propre histoire.

Au Musée national de l'histoire de l'immigration, la question du statut de la collection ethnographique est fondamentale, selon sa responsable, Élisabeth Jolys-Shimells, conservatrice du patrimoine : « *En entrant en collection dans la galerie des dons du Musée national d'histoire de l'immigration, les objets et les documents que les donateurs confient au musée acquièrent le statut très protecteur de collections nationales, le même type de garanties couvre également les collections des "musées de France". C'est l'objet même de la démarche de patrimonialisation, conserver des témoins matériels pour l'avenir, avant tout.* »

Le second enjeu, relève Élisabeth Jolys-Shimells, est le lien avec l'événementiel : « *L'exposition temporaire ou l'événement sont-ils la raison de l'entrée en collection ou la conséquence ? Faut-il orienter la politique d'acquisition en fonction des opportunités événementielles ? De manière plus pragmatique, il est nécessaire de définir les moyens dédiés au travail scientifique qui est, par essence, moins directement visible par l'extérieur que la dimension événementielle de l'offre culturelle du musée, alors qu'en réalité, ce qui reste, c'est le patrimoine.* »

Les musées ont donc à gérer l'articulation entre exposition temporaire et exposition permanente. Revenant sur les temporalités d'expositions, Vincent Veschambre, directeur du Rize à Villeurbanne, se place « *dans une logique d'expositions temporaires en permanence, une succession d'exposition avec un roulement* ». Zeev Gourarier, directeur scientifique du MuCem, insiste sur l'intérêt pédagogique d'une galerie permanente : « *Par rapport à la montée des nationalismes et des populismes auxquels nous assistons en ce moment, je pense qu'avoir une galerie permanente dans laquelle on explique que toute culture est issue d'un métissage et se métissera à son tour, est une action pédagogique de fond.* » ■